

RCS : LAVAL

Code greffe : 5301

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LAVAL atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1971 B 00006

Numéro SIREN : 557 150 067

Nom ou dénomination : FITECO

Ce dépôt a été enregistré le 06/04/2018 sous le numéro de dépôt 3529

Duplicata
GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE LAVAL

CS 415 (12 allée de la Chartrie)
53004 LAVAL CEDEX
TEL: 02 43 59 70 80 - www.infogreffe.fr
audience@greffe-tc-laval.fr / rsc@greffe-tc-laval.fr

RECEPISSE DE DEPOT

FITECO
rue Albert Einstein
Parc Technopole
53810 Changé

V/REF : DG/JM/038
N/REF : 71 B 6 / 2018-A-3529

Le greffier du tribunal de commerce de Laval certifie qu'il a reçu le 06/04/2018, les actes suivants :

Projet de traité de fusion en date du 16/03/2018

- Fusion absorption - Entre la société FITECO, l'absorbante et la société JURIS PARTENAIRES,
l'absorbée

Concernant la société

FITECO
Société par actions simplifiée
rue Albert Einstein
Parc Technopole
53810 Changé

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2018-A-3529 le 06/04/2018

R.C.S. LAVAL 557 150 067 (71 B 6)

Fait à LAVAL le 06/04/2018,
Le Greffier



PROJET DE FUSION

ENTRE

1. La société **FITECO**, Société par Actions Simplifiée, au capital de 7 462 200€, dont le siège social est à CHANGE (53810), Parc Technopole – Rue Albert Einstein, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LAVAL sous le numéro 557 150 067, représentée par Monsieur Philippe BOURBON, Président,

ci-après désignée « **FITECO** », d'une part,

2. La société **JURIS PARTENAIRES**, Société à Responsabilité Limitée, au capital de 7 500€, dont le siège social est à VITRY-SUR-SEINE (94400), 6 Rue Louise Aglaë Crette, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CRETEIL sous le numéro 434 077 392, représentée par Monsieur Jean-Paul HARIKIPOULO, Co-gérant,

ci-après désignée « **JURIS PARTENAIRES** », d'autre part,

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

A – PRINCIPES ET CONDITIONS GENERALES DE LA FUSION

Le Comité de Direction de la société FITECO du 13 décembre 2017 et l'associée unique de la société JURIS PARTENAIRES lors de l'assemblée générale extraordinaire du 16 mars 2018, ont décidé de réaliser la fusion des sociétés JURIS PARTENAIRES et FITECO qui sera effectuée par absorption de la première par la seconde.

La société absorbante FITECO détenant, la totalité des actions de la société absorbée JURIS PARTENAIRES, il sera fait application des dispositions de l'article L. 236-11 du Code de Commerce.

La société JURIS PARTENAIRES fera apport de l'ensemble de ses éléments d'actif à la société FITECO, à charge pour cette dernière de prendre en charge l'intégralité de son passif.

Si la fusion est réalisée :

- le patrimoine de la société JURIS PARTENAIRES sera transmis à la société FITECO dans l'état où il se trouvera à la date de réalisation définitive de la fusion,
- la société FITECO sera débitrice des créanciers non obligataires de la société absorbée aux lieu et place de celle-ci, sans que cette substitution entraîne novation à leur égard.

B – MOTIFS ET OBJECTIFS DE LA FUSION

La présente fusion constitue une opération de restructuration interne destinée à permettre une simplification des structures actuelles.

Elle se traduira également par un allègement significatif des coûts de gestion administrative du groupe.

C – DATE D'EFFET DE LA FUSION

La fusion sera réalisée au 30 avril 2018 avec effet rétroactif au 1^{er} octobre 2017.

Toutes les opérations actives et passives réalisées par la société absorbée depuis le 1^{er} octobre 2017 jusqu'à la date de réalisation définitive de la fusion seront considérées comme accomplies par la société absorbante.

Les comptes des sociétés FITECO et JURIS PARTENAIRES, utilisés pour établir les conditions de l'opération, sont ceux arrêtés à la date du 30 septembre 2017, date de clôture du dernier exercice social de chacune des sociétés intéressées.

Les comptes de la société FITECO société absorbante, seront approuvés par les associés le 29 mars 2018, et les comptes de la société JURIS PARTENAIRES, société absorbée, seront également approuvés par décision de l'associée unique du même jour.

ARTICLE 1 - EVALUATION

1-1- METHODE D'EVALUATION

L'actif et le passif de la société JURIS PARTENAIRES ont été retenus pour leur valeur comptable au bilan de l'exercice clos au 30 septembre 2017.

Le capital de la société JURIS PARTENAIRES est intégralement détenu par la société absorbante, la société FITECO. En conséquence, la fusion ne donnera lieu à aucune émission d'actions de la société absorbante, ni à échange d'actions contre les actions de la société absorbée.

Il n'a donc été déterminé aucun rapport d'échange entre les titres de la société absorbante et ceux de la société absorbée.

Ceci étant rappelé, il est passé la convention ci-après :

1-2 - DESIGNATION DE L'ACTIF SOCIAL

L'actif apporté comprenait, à la date du 30 septembre 2017, sans que cette désignation puisse être considérée comme limitative, les biens et droits ci-après désignés évalués à leur valeur comptable conformément à l'article 710-1 et suivants du règlement ANC n° 2014-03 du 05 juin 2014.

A - ACTIF IMMOBILISE

<u>Immobilisations incorporelles</u>	Valeur brute €	Amortissements Provisions €	Valeur d'apport € au 30/09/2017
Clientèle	0.00		0.00

Total des immobilisations incorporelles : 0.00€

<u>Immobilisations corporelles</u>	Valeur brute €	Amortissements Provisions €	Valeur d'apport € au 30/09/2017
Matériel bureau & informatique	0.00		0.00
Matériel de bureau	0.00		0.00
Mobilier de bureau	0.00		0.00

Total des immobilisations corporelles : 0.00€

Immobilisations financières

Autres participations	0.00	0.00
Créances rattachées à des participations	0.00	0.00
Dépôts et cautionnements versés	0.00	0.00

Total des immobilisations financières : 0.00€

B - ACTIF CIRCULANT

	Valeur brute €	Amortissements Provisions €	Valeur d'apport € au 30/09/2017
Créances clients et comptes rattachés	98 781.08	5 439.78	93 341.30
Autres créances	14 757.43		14 757.43
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités	69 054.06		69 054.06
Charges constatées d'avance	89.83		89.83

Total de l'actif circulant : 177 242.62€

TOTAL DES ELEMENTS D'ACTIF APPORTES :

– Immobilisations incorporelles :	0.00€
– Immobilisations corporelles :	0.00€
– Immobilisations financières	0.00€
– Actif circulant :	177 242.62€

TOTAL : 177 242.62€

D'une manière générale, l'apport à titre de fusion par la société JURIS PARTENAIRES, à la société FITECO comprend l'ensemble des biens et droits ci-dessus désignés, ceux qui en sont la représentation à ce jour, comme aussi au jour de la réalisation définitive de l'apport - fusion, sans aucune exception ni réserve.

1- 3- PRISE EN CHARGE DU PASSIF

La société absorbante prendra en charge et acquittera au lieu et place de la société absorbée la totalité du passif de cette dernière dont le montant au 30 septembre 2017 est ci-après indiqué.

Il est précisé, en tant que de besoin, que la stipulation ci-dessus ne constitue pas une reconnaissance de dette au profit de prétendus créanciers, lesquels sont au contraire tenus d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

Sous réserve des justifications prévues à l'alinéa qui précède, le passif de la société absorbée, au 30 septembre 2017 ressort à :

– Provision pour risques :	0.00 €
– Provision pour IFC :	0.00 €
– Provision pour autres charges :	0.00 €
– Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :	0.00 €
– Avances et acomptes reçus sur commandes en cours :	3 600.00 €
– Dettes fournisseurs et comptes rattachés :	19 870.35 €
– Dettes fiscales et sociales :	31 867.01 €
– Produits constatés d'avance :	24 142.41 €
– Dividendes à payer :	0.00 €

Total du passif de la société absorbée au 30/09/2017 : 79 479.77€

Le représentant de la société absorbée certifie :

- que le chiffre total ci-dessus mentionné du passif de la Société au 30/09/2017 et le détail de ce passif, sont exacts et sincères,
- qu'il n'existait, dans la société absorbée, à la date susvisée du 30/09/2017, aucun passif non comptabilisé ou engagement hors bilan,
- plus spécialement que la société absorbée est en règle à l'égard de ses obligations fiscales et envers les organismes de sécurité sociale, d'allocations familiales, de prévoyance et de retraites,
- et que toutes les déclarations requises par les lois et règlements en vigueur ont été faites régulièrement en temps utile.

1- 4 - ACTIF NET APORTE

- | | |
|--|-------------|
| - Les éléments d'actifs sont évalués au 30/09/2017 à : | 177 242.62€ |
| - Le passif pris en charge à la même date s'élève à : | 79 479.77€ |

L'actif net apporté est de : 97 762.85€

ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GENERALES ET DECLARATIVES

2-1- PROPRIETE ET JOUISSANCE DES APPORTS

La société FITECO aura la propriété du patrimoine qui lui sera transmis par la société JURIS PARTENAIRES à titre de fusion à compter du jour de la réalisation définitive de cette dernière.

Elle en aura la jouissance à compter rétroactivement du 1^{er} octobre 2017, toutes les opérations actives et passives réalisées par la société absorbée depuis cette date étant considérées comme ayant été accomplies pour le compte de la société absorbante qui les reprendra dans ses états financiers.

2-2- ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Les sociétés FITECO et JURIS PARTENAIRES conviennent expressément que pendant toute la durée de la réalisation de la fusion, les deux sociétés se concerteront sur leur politique générale et qu'en particulier, aucune d'elles ne prendra sans l'accord de l'autre, d'engagements susceptibles de modifier de manière significative la consistance de son actif ou l'importance de son passif, en dehors de ceux résultant des opérations de la gestion courante.

La société JURIS PARTENAIRES remettra à la société FITECO les comptes de la période du 1^{er} octobre 2017 à la date de réalisation définitive de la fusion.

2-3- CHARGES ET CONDITIONS

La société absorbante prendra les biens et droits apportés dans l'état où la société absorbée les détient sans pouvoir exercer aucun recours contre cette dernière pour quelque cause que ce soit, elle sera purement et simplement substituée à cet égard dans tous ses droits et obligations.

Elle sera tenue à l'acquit du passif pris en charge dans les termes et conditions où il est et deviendra exigible, au paiement de tous intérêts, à l'exécution de toutes conditions d'actes d'emprunts ou de titres de créances pouvant exister dans les conditions où la société absorbée serait tenue de le faire, et même avec toutes exigibilités anticipées, s'il y a lieu.

D'une manière générale, elle sera débitrice de tous les créanciers de la société absorbée aux lieu et place de celle-ci, sans que cette substitution emporte novation à l'égard desdits créanciers.

Elle poursuivra tous les contrats de travail conclu par la société absorbée et en assumera toutes les conséquences, en application de l'article L. 1224-1 du Code du Travail.

Elle fera son affaire des oppositions qui pourraient être pratiquées par tous créanciers à la suite de la publicité du présent projet qui sera effectuée conformément à la réglementation en vigueur ; elle fera également son affaire personnelle des garanties qui pourraient être à constituer, pour la levée des oppositions qui seraient formulées.

Elle supportera et acquittera, à compter de la date de réalisation définitive de la fusion, tous impôts et taxes, primes et cotisations d'assurances, ainsi que toutes charges, ordinaires ou extraordinaires, grevant ou pouvant grever les biens apportés, et celles qui sont ou seront inhérentes à leur propriété ou à leur exploitation ; elle reprendra notamment, le cas échéant, les engagements souscrits par la société absorbée vis-à-vis de l'administration en matière de taxes, d'impôts directs, de droits d'enregistrement et de taxes sur le chiffre d'affaires.

Elle sera subrogée purement et simplement dans le bénéfice et la charge de tous contrats, marchés et engagements qui pourront exister au jour de la réalisation définitive de la fusion, comme de tous accords commerciaux ainsi que dans le bénéfice et la charge de toutes autorisations administratives et autres pouvant profiter à la société absorbée.

Elle aura, après la réalisation définitive de la fusion, tous pouvoirs pour, aux lieu et place de la société absorbée, relativement aux biens et droits apportés ou aux passifs pris en charge, intenter ou suivre toutes actions judiciaires, donner tous acquiescements à toutes décisions, recevoir ou payer toutes sommes dues en suite de ces décisions.

ARTICLE 3 – REMUNERATION DU PATRIMOINE TRANSMIS

La société absorbante détenant la totalité des actions de la société absorbée et s'engageant à les conserver jusqu'à la date de réalisation définitive de la fusion, il n'y a pas lieu à la détermination d'un rapport d'échange et la société absorbante ne procèdera pas à une augmentation de capital.

L'actif net apporté par la société JURIS PARTENAIRES ressort à un montant de 97 762.85€.

La différence entre le montant de cet actif net (soit 97 762.85€) et la valeur comptable dans les livres de la société absorbante des 7 500 parts sociales de la société absorbée dont elle est propriétaire (soit 60 233.75€), égale à -37 529.10€ constituera un mali de fusion.

Il sera inscrit dans un sous compte des immobilisations incorporelles : Mali de fusion.

ARTICLE 4 – DISSOLUTION DE LA SOCIETE ABSORBEE

La société JURIS PARTENAIRES sera dissoute par anticipation et de plein droit, au jour de la réalisation définitive de la fusion.

Le passif de la société JURIS PARTENAIRES devra être entièrement pris en charge par la société FITECO, la dissolution de la société JURIS PARTENAIRES ne sera suivie d'aucune opération de liquidation de cette société.

ARTICLE 5 – CONDITION SUSPENSIVE

Le présent projet de fusion et la dissolution de la société absorbée sont soumis à la condition suspensive de l'approbation de la fusion par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société absorbante.

ARTICLE 6 – DECLARATIONS

Monsieur Jean-Paul HARIKIPOULO, ès-qualité de représentant de la société absorbée déclare :

- que le patrimoine de la société JURIS PARTENAIRES n'est menacé d'aucune confiscation ou d'autre mesure d'expropriation ;

- que les éléments de l'actif apporté, notamment les divers éléments corporels et incorporels composant le fonds de commerce compris dans les apports, ne sont grevés d'aucune inscription de privilège de vendeur, hypothèque, nantissement, warrant ou gage quelconque, autres que ceux énumérés en annexe et que lesdits éléments sont de libre disposition entre les mains de la société absorbée, sous réserve de l'accomplissement des formalités nécessaires pour la régularité de leur mutation ;
- que la société JURIS PARTENAIRES n'est pas en état de sauvegarde, redressement ou de liquidation judiciaire.

ARTICLE 7 – ENGAGEMENTS FISCAUX

7-1- DISPOSITIONS GENERALES

Les représentants des sociétés absorbée et absorbante obligent celles-ci à se conformer à toutes dispositions légales en vigueur, en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et de toutes autres impositions ou taxes et autres obligations résultant de la réalisation définitive de la fusion.

7-2- IMPOT SUR LES SOCIETES

Les sociétés absorbée et absorbante sont des sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés, et la présente fusion entre dans le champ d'application du régime spécial de l'article L. 210-0-A du Code Général des Impôts.

Les résultats bénéficiaires ou déficitaires de la société absorbée à compter du 1^{er} octobre 2017 et jusqu'à la réalisation définitive de la fusion seront englobés dans le résultat de la société absorbante.

Les soussignés, ès-qualités, déclarent soumettre la présente fusion au régime spécial des fusions, prévu à l'article 210 A du Code Général des Impôts.

En conséquence, la société absorbante prend l'engagement :

- de reprendre à son passif les provisions dont l'imposition est différée chez la société absorbée,
- de se substituer à la société absorbée pour la réintégration des plus-values dont l'imposition aura été différée chez cette dernière,
- de calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues en apport d'après la valeur qu'elles avaient du point de vue fiscal dans les écritures de la société absorbée,
- de réintégrer dans ses bénéfices imposables à l'impôt sur les sociétés, dans les conditions et délais fixés à l'article 210 A du CGI, les plus-values dégagées lors de la fusion sur les éléments amortissables,
- d'inscrire à son bilan, les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée.

7-3- TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Les représentants de la société absorbée et de la société absorbante constatent que la fusion emporte apport en société d'une universalité totale de biens au sens de l'article 257 bis du CGI. Par conséquent les apports d'immeubles, de biens meubles incorporels, de biens mobiliers d'investissements et de marchandises sont dispensés de TVA.

Conformément aux dispositions légales susvisées, la société absorbante continuera la personne de la société absorbée notamment à raison des régularisations de la taxe déduite par celle-ci.

7-4- ENREGISTREMENT

La formalité d'enregistrement sera requise au droit fixe.

7-5- OBLIGATIONS DECLARATIVES

Les soussignés, ès-qualités, au nom des sociétés absorbée et absorbante, s'engagent expressément :

- à joindre aux déclarations des sociétés absorbée et absorbante, l'état de suivi des valeurs fiscales prévu à l'article 54 septies du code général des impôts,
- en ce qui concerne la société absorbante, à tenir le registre spécial des plus-values prévu par l'article 54 septies susvisé.

ARTICLE 8 – DISPOSITIONS DIVERSES

8-1- REMISE DE TITRES

Il sera remis à la société absorbante, lors de la réalisation définitive de la fusion, les originaux des actes constitutifs et modificatifs de la société absorbée ainsi que les livres de comptabilité, les titres de propriété, les valeurs mobilières, la justification de la propriété des parts et autres droits sociaux et tous contrats, archives, pièces et documents relatifs aux biens et droits apportés par la société absorbée.

8-2- FRAIS ET DROITS

Les frais, droits d'enregistrement et honoraires auxquels donnera lieu la fusion, ainsi que ceux qui seront la suite ou la conséquence, seront supportés par la société FITECO qui s'y oblige.

8-3- FORMALITES

La société FITECO remplira toutes les formalités de publicité légales ainsi que, le cas échéant, celles qui seraient requises en vue de rendre opposable aux tiers la transmission du patrimoine de la société absorbée.

Tous pouvoirs sont d'ores et déjà donnés à cet effet au porteur d'un exemplaire ou d'une copie des présentes.

8-4- ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et des actes ou procès-verbaux qui en seront la suite ou la conséquence, les parties font élection de domicile en leur siège social respectif.

SARL JURIS PARTENAIRES
Jean-Paul HARIKIOPOULO

Fait à CHANGE
Le 16 mars 2018
En quatre exemplaires originaux
Dont 1 pour chacune des parties,
et 2 pour les dépôts aux greffes

SAS FITECO
Philippe BOURBON